Titre	Avant qu'il ne devînt le Duce
Auteur	Emilio Gentile
Collection	—
ISBN	978-2-9550225-5-9
Format	16 × 24 cm ; 425 g
Pages	344 ; notes ; index
Prix	30 euros
Dépôt légal	novembre 2025

Thèse principale	Au lendemain de la déroute électorale des Faisceaux de Combat aux élections législatives de novembre 1919, Benito Mussolini envisage résolument d'abandonner la politique. L'individualiste nomade, « l'aventurier de tous les chemins » n'aurait, en définitive, pas sa place dans les joutes électorales d'un parlementarisme qu'il n'a, au fond, jamais cessé de haïr. Alors âgé de 36 ans, il s'interroge : « Que me réserve donc l'avenir ? » Avec *Avant qu'il ne devînt le Duce*, Emilio Gentile nous fait découvrir un homme méconnu, le Mussolini pré-fasciste et primo-fasciste. Instituteur socialiste étouffant dans le cadre provincial romagnol, journaliste républicain, francophile et jacobin, militant socialiste maximaliste, celui qui n'est pas encore le duce est avant tout un esprit enfiévré convaincu qu'il ne trouvera la paix qu'en remodelant le destin de l'Italie, du monde ouvrier, et de l'Europe. Une ambition qui le mènera à d'innombrables revirements et recompositions politiques, et non des moindres : l'anti-militariste devient interventionniste, le révolutionnaire se fait réformiste, le partisan de la lutte des classes veut désormais leur collaboration pacifiée autour du drapeau tricolore. Autant d'étapes d'une évolution bouillonnante aux limites du cynisme, dont on sait pourtant qu'elles jalonnent la marche vers une expérience totalitaire que « l'homme qui cherche » est, à ce moment-là, encore loin d'imaginer.
Emilio Gentile	Né en 1946 (Bojano), il est professeur émérite d'histoire contemporaine de l'université de Rome « La Sapienza ». Élève de Renzo de Felice, Emilio Gentile est l'auteur de très nombreuses monographies (dont plusieurs traduites en français) dédiées au fascisme historique, dont il est considéré le spécialiste majeur. Il intervient régulièrement dans de nombreux titres de presse en tant que commentateur de la politique italienne et internationale, tout en étant un divulgateur apprécié du grand public.

ÉDITIONS CERTAMEN

Résumé par chapitre

Prologue. Dans ce court chapitre introductif, Emilio Gentile rassemble les témoignages relatifs à l'enfance et à la jeunesse de Mussolini, ainsi qu'à ses débuts dans le militantisme politique. Il peint ainsi le portrait d'un personnage tourmenté et conflictuel dès son plus jeune âge, animé par la volonté de « changer les choses » et abattre l'ordre établi.

I. Révolutionnaire : Mussolini se distingue dans le Parti socialiste romagnol, puis italien par le radicalisme de son maximalisme, et se voit confier la direction du journal national du parti : l'*Avanti !* Virulent critique de la faction réformiste, il se sent isolé dans son propre courant. La Révolution est le seul horizon de la lutte des classes, et elle doit être activement préparée, sans faiblir.

II. Interventionniste : ce chapitre décrit le changement progressif de la position de Mussolini face à la guerre. Anti-nationaliste (« la nation est un fétiche »), anti-colonialiste, il s'oppose depuis la tribune de l'*Avanti !* au relent de militarisme qui dès 1912 annonce la guerre. Après le déclenchement du conflit, il s'oppose à l'entrée de l'Italie en guerre, et promeut la ligne de la neutralité absolue, qui est celle de l'électorat socialiste. Progressivement, son neutralisme fléchit, et bien qu'il continue d'afficher une opposition radicale à la guerre, il entrevoit dans l'entrée en guerre aux côtés de la France et de l'Angleterre serait non seulement le moyen d'abattre les Empires centraux rétrogrades, mais également celui de précipiter la Révolution tant attendue. Chassé du Parti socialiste et de l'*Avanti !* lorsqu'il se déclare interventionniste, et désormais isolé, il fonde son propre journal, Il *Popolo d'Italia*, *quotidien socialiste*.

III. Combattant : mobilisé en 1917, Mussolini vit un véritable bouleversement de ses convictions. De même que les classes traversent la guerre unies, elles devront collaborer pour la reconstruction et la paix, avec la prospérité nationale et l'amélioration de la vie des travailleurs comme objectifs. Les nouvelles classes qui émergent du conflit sont celle des combattants et producteurs de toute extraction — populaire ou bourgeoise — et celle des parasites et profiteurs de toutes obédiences. Les figures qui inspirent Mussolini sont celles qui parviennent à dépasser leur doctrine personnelle pour opérer de grandes synthèses nationales : Woodrow Wilson, Georges Clémenceau.

IV. Vainqueur : de retour dans la société civile, Mussolini se donne pour projet de transformer la victoire militaire italienne en victoire politique de l'interventionnisme. L'Italie a choisi le bon camp : les Empires réactionnaires ont été abattus, la conscience nationale est enfin surgie parmi les masses populaires. Rien de tout ceci n'aurait été possible en refusant la guerre. La nouvelle Italie qu'il veut voir naître de la paix doit savoir être un vainqueur magnanime et ne pas reproduire les comportements germaniques. Ses revendications territoriales devraient se limiter aux exclaves italiennes, et renoncer aux revendications coloniales, vestige d'un impérialisme indésirable. Pourtant, le refus des alliés sur certains territoires irrédents marquent en lui une fracture qui ne se recomposera jamais.

V. L'homme de l'après : dans la recomposition de cette fin 1918, Mussolini essaie d'entrevoir le monde nouveau qui naîtra de la paix, et se convainc du dépassement de toutes les antiques catégories et idées. Socialisme, républicanisme, monarchisme, électoralisme ne veulent plus rien dire dans ce nouvel « après ». La politique, il la fera depuis le journal, pour que les idées neuves modèlent l'Italie affamée de l'après-guerre, que les masses démobilisées risquent de déstabiliser... Il se donne pour objectif de faire gagner les idées de la tranchée dans le débat public, et d'en faire la fondation d'une nouvelle nation. Il *Popolo d'Italia* cesse d'être un quotidien socialiste pour devenir *Le quotidien des combattants et producteurs*.

VI. La Constituante de la nouvelle Italie : dans sa fonction « d'agitateur d'idées », dès novembre 1918, Mussolini veut rassembler le peuple de la victoire en une assemblée constituante, afin de donner une nouvelle forme constitutionnelle à l'Italie. Le projet occupe les premières pages du *Popolo d'Italia* plusieurs semaines d'affilée. Les slogans et promesses programmatiques, les témoignages de soutien sont célébrés avec emphase par le journal, mais la transformation de ces intentions en un mouvement capable de gagner les combattants de retour ne se vérifie pas ; trop

d'intentions contradictoires, trop de tempéraments opposés au sein de la mouvance interventionniste empêchent la construction d'un véritable programme, tandis que les masses épuisées par trois ans de guerre, aspirent surtout à la quiétude. La Constituante devient la Constituante de l'Interventionnisme. On s'adressera au reste de la société plus tard.

VII. Non à la révolution : autre problème, pour Mussolini, les combattants politiquement actifs sont majoritairement révolutionnaires, et lui l'est de moins en moins. Il considère que la lutte des classes est dépassée, et la révolution aussi. Elle l'est d'autant plus que de Russie, la révolution envoie de bien mauvaises nouvelles. Brutalité, implosion économique, misère semblent démontrer que le renouvellement de la nation doit être une œuvre concertée, sous l'impulsion des forces victorieuses provenant des tranchées et des usines. Il donne en exemple la concorde nationale britannique : l'électoralisme jadis conspué devient la voie pour la rénovation nationale. L'Italie doit voter et purger sa classe politique du vieux monde, des vieux députés, et surtout, des défaitistes et neutralistes, accusés de saboter la paix après avoir saboté la guerre. Ce Mussolini de plus en plus « réformiste » peine à dominer sa base révolutionnaire composée d'arditi et de futuristes, mais il rompt également avec les interventionnistes démocratiques, quand Bissolati, ancien ministre des Affaires étrangères, propose de renoncer au Sud-Tyrol et à la Dalmatie. Comprenant que l'interventionnisme ne peut être une force unifiée, la Constituante de l'Interventionnisme sort peu à peu des débats et n'est jamais convoquée.

VIII. Faisceau de combat : la Constituante écartée, Mussolini doit identifier un nouveau moyen d'action. Pour faire de la victoire une force politique, il faut parvenir à canaliser les différents mouvements et associations de vétérans dans une même direction. Il propose de s'appuyer sur des groupements de volontaires organisés en *faisceaux*, selon une formule récurrente dans le paysage politique italien dès le XIXe siècle. Les faisceaux de l'interventionnisme, appelés *Faisceaux de combat*, auront pour mission de stimuler et d'attirer à eux, par leurs actions et leur militantisme, les anciens combattants, afin qu'ils continuent d'agir et de se penser en forces interventionnistes, plutôt que de retourner aux anciennes catégories. Le mouvement doit essaimer sur tout le territoire, pour transformer en « actions immédiatement applicables » les débats qui ont lieu sur les pages du *Popolo d'Italia*. Les témoignages d'engagés volontaires, mutilés, arditi affluent en masse au journal. Tous doivent préparer la grande assemblée générale du mouvement. En réalité, l'hétérogénéité du mouvement et la faiblesse de ses moyens, l'enracinement territorial d'autres formations d'anciens combattants font des Faisceaux de combat un mouvement incapable de peser réellement sur la société. L'investissement personnel de Mussolini, insuffisamment radical pour sa base, reste cantonné aux pages du journal, et à la section milanaise.

IX. 23 mars : malgré un désenchantement personnel manifeste de Mussolini, la grande assemblée des Faisceaux de combat a bien lieu le 23 mars à Milan, place San Sepolcro. Y sont évoqués les objectifs du mouvement, ces grandes lignes qui devront se transformer en un programme : réunion avec les terres irrédentistes ; syndicalisme national capable d'améliorer le sort des travailleurs italiens ; réforme des institutions ; suffrage universel ; opposition au bolchevisme destructeur ; et engagement systématique contre les candidats neutralistes lors des élections. En réalité, le véritable enjeu de cette assemblée est la lutte entre factions internes : Mussolini et ses relais tentent d'y contrer toute tentative de faire des faisceaux un mouvement révolutionnaire. Bien que membre du comité central des Faisceaux, Mussolini se sait manifestement minoritaire sur le plan idéologique. Malgré son prestige personnel et son magnétisme, qui continue d'opérer sur les militants, il sait qu'il est idéologiquement minoritaire au sein de mouvement, et ne s'investit que modestement. Plus qu'un duce, il est un conseiller, un référent, souvent distant.

X. Fasciste : au lendemain de l'assemblée générale des Faisceaux, et sans prise sur le comité central du mouvement, Mussolini utilise son journal comme courroie de transmission pour ses idées. C'est depuis les pages du *Popolo d'Italia* qu'il va guider la constitution du programme des Faisceaux. Il ébauche les grandes lignes d'une réforme de l'État et des institutions : abolition du Sénat et remplace-

Résumé par partie

ment par une chambre syndicale aux côtés de l'Assemblée, suffrage universel, scrutin proportionnel, journée de 8 heures, retraite à 65 ans, caisses de prévoyance, réforme de l'administration, constitution de Conseils nationaux sur base représentative pour les différents domaines du gouvernement… Des conquêtes à opérer démocratiquement, par voie politique, au moins initialement : « C'est mon programme, peut-être pas le vôtre », affirme-t-il, certain de l'adhésion de la base.

XI. La bête de retour : parallèlement à ces développements, Mussolini suit de près l'évolution politique du pays. Il constate notamment le regain de force du Parti socialiste et des neutralistes, à mesure que la liesse pour la victoire s'estompe, et que les difficultés de l'après-guerre perdurent, et les émeutes se multiplient. Mussolini considère que le Parti socialiste cherche à exploiter le mal-être des classes populaires pour fomenter une guerre civile, et la grève générale organisée par les partis socialistes européens, et prévue pour avril 1919, est au moins un galop d'essai. Mussolini lance toute l'énergie de son mouvement contre cette grève, et présentant les Faisceaux en anti-parti prolétarien, mais anti-bolchevique : avec les affamés, contre Lénine.

XII. La révolution de l'anti-révolutionnarisme : l'échec de la grève générale confirme ses intuitions : le peuple est las et ne veut pas de confrontations, et encore moins de révolution. Il y a « la place » pour un mouvement prolétarien réformiste, fondé sur les énergies interventionnistes, et va rechercher le rapprochement avec le syndicalisme italien à travers les Comités d'entente et d'action, alors que les élections législatives se profilent à l'horizon. En parallèle à la ligne sociale, Mussolini réaffirme sa position « modestement impérialiste », mais fermement irrédentiste, en matière de politique étrangère. Ce faisant il satisfait sa base interventionniste, mais aussi un certain centrisme nationaliste.

XIII. La révolution aux urnes : à l'approche des élections législatives de novembre, Mussolini sait que son jeune parti est très marginal, avec un ancrage territorial minime. Il espère néanmoins que, dans le contexte inédit de l'après-guerre, « l'interventionnisme » est une réalité transposable électoralement et capable de faire brèche entre les « les noirs et les rouges ». « L'exploit de Fiume » de Gabriele d'Annunzio le prend cependant au dépourvu sur le terrain de l'interventionnisme et de l'irrédentisme. Sa base et son mouvement appellent à la participation directe, et voient dans l'expédition de Fiume l'acte inaugural d'une révolution interventionniste. Mussolini cherche à temporiser, mais sa prudence passe pour de la passivité. Le scrutin de novembre invalide tous les espoirs de Mussolini : le vainqueur de la guerre, l'homme de pointe de l'interventionnisme n'est pas élu député, et son mouvement est broyé dans le bipolarisme.

Épilogue. Mussolini est surpris par la dureté de sa défaite, et plus encore par l'ampleur du succès des socialistes. Tout son travail, toutes ses théories, la victoire de 1918 elle-même, n'ont servi à rien. Le système électoral et la partitocratie lui semblent invincibles. Bien qu'il entrevoie avec perspicacité les faiblesses de la victoire des socialistes, et notamment l'opposition de plus en plus radicale entre réformistes et maximalistes qui les lacère, son découragement est immense. Il envisage de quitter la politique. Il veut partir, peu importe où : pourquoi ne pas suivre Gabriele D'Annunzio dans son expédition au Japon ?

Contacts

31, rue Gambetta
93330, Neuilly-sur-Marne, France
+33 (0)6 52 40 16 38
contact@editionscertamen.fr
www.editionscertamen.fr
twitter @ECertamen